

Élections législatives

réponses aux 4 questions de France -Palestine de la part de 5 candidats de Lutte Ouvrière du Département de l'Ain.

1) Défendez vous la liberté d'expression pour les citoyens et associations solidaires du peuple palestinien, notamment le droit d'appeler au BDS (boycott-désinvestissement-sanctions) et de le pratiquer ?

Bien évidemment, nous pensons que les citoyens et associations doivent pouvoir exprimer librement leur soutien au peuple palestinien, quelque soient les formes que peut prendre ce soutien. Nous dénonçons ceux qui comme Valls récemment faisait l'amalgame entre la dénonciation de la politique d'Israël et l'antisémitisme, c'est odieux. Les militants de Lutte Ouvrière ont eu maintes fois l'occasion de participer aux manifestations de soutien au peuple palestinien. Pour notre part, nous faisons une différence entre le gouvernement et l'État israélien, d'une part et la population israélienne, d'autre part qui paie, elle-aussi, ne serait-ce que par le militarisme et le renforcement des courants réactionnaires et ultra-orthodoxe, la politique coloniale de son État. Un peuple qui en opprime un autre ne pouvant pas être libre, la population israélienne doit s'opposer à cette politique.

2) Combattez-vous toute complicité de la France (État et entreprises) avec la colonisation israélienne du territoire palestinien occupé ?

Depuis des décennies, l'impérialisme français a soutenu la politique de l'État d'Israël, gendarme des grandes puissances au Proche-Orient. Non seulement l'impérialisme français soutient l'État israélien quand il se livre à des bombardements massifs – comme celui qui a détruit Gaza et tué plus de 2 000 Palestiniens à l'été 2014 – ou quand il commet ses exactions quotidiennes contre les civils palestiniens en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est. Mais il ne veut même pas que ses représentants fassent semblant de dénoncer ces exactions.

Oui, l'État Français est complice. Quand aux grandes entreprises et aux grands groupes bancaires, ils se soucient peu des droits des palestiniens quand il s'agit de faire des affaires. Par exemple en 2014, la France a vendu pour 200 millions d'armes à Israël

3) Demanderez vous au gouvernement d'exercer les pressions nécessaires pour obtenir la levée du blocus de Gaza ?

Le blocus de Gaza est une ignominie qui prive la population de ses besoins vitaux, y compris un accès à l'eau potable. La population y vit dans une prison à ciel ouvert.

Mais, nous ne faisons pas confiance dans ce gouvernement, pas plus que dans les précédents pour imposer quoique ce soit au gouvernement israélien. Leur indignation face à cette situation est purement verbales.

4) Demanderez vous au Président de la République de reconnaître officiellement et de manière directe l'État de Palestine.

Nous sommes pour le droit du peuple Palestinien à avoir son propre État. Mais, même si le gouvernement français reconnaissait cet État, comme l'ont fait plusieurs autres États, cela ne changerait rien au sort du peuple palestinien. Tout comme n'ont rien changé les différentes résolutions de l'ONU, contre la colonisation par exemple.

Autorité autonome ou État, dans le contexte sociale et économique actuelle, imbriqué au cœur de l'État Israélien, la situation du peuple palestinien ne changera pas. Il n'y a pas de solution satisfaisante dans le cadre de la domination du capitalisme et de l'impérialisme. C'est pourquoi le combat du peuple palestinien pour sa liberté est aussi le combat de tous les opprimés de la planète contre cette domination.

Questionnés par : **AFPS 01, Artisans du Monde, la Cimade, CCFD – Terre Solidaire,**

rejointes par **Attac et Small Axes.**